

S O M M A I R E

- II : **EDITORIAL**
- II.1 : **RESTRUCTURATION DES CENTRES DE FORMATION AUX METIERS (CFM)**
- II.1.1 : Interview avec Pierre Ramonilava, Président Comité de Suivi des Restructurations des CFM/BFT
- II.1.2 : Témoignage de Mohamed Abdourahmane Mohamed Mohamed, Directeur du CFM Sotony II
- II.2 : **EPF, FEMES SECOURS POUR LA FORMATION DE RECONVERSION**
- II.2.1 : Interview avec Monsieur Abdoullahi Ephe, Directeur des Opérations de l'AFPE
- II.2.2 : Témoignage de Esther Alassou Issouma, bénéficiaire du PRODEC via l'AFPE
- II.3 : **ALLIANCE DES FORMATIONS DUALES DE NIGER APRES LE CONFINEMENT**
- II.3.1 : Témoignage d'un bénéficiaire du Fonds de Développement des Compétences pour le Commerce (PRODEC) via le NAFPE à Doko
- II.4 : **DECOUVERTE DES SECTEURS D'EMPLOI FORMÉS AU NIGER**
- II.4.1 : Interview avec le Directeur Général de l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation professionnelle (ONEP), Monsieur OUMAROU Kourou
- II.4.2 : Témoignage de Aïda Hadoua Mohamed, bénéficiaire des Formations en Entrepreneuriat via l'ONEP dans l'industrie des Produits et d'Industrie du Niger (CIN) à Zinder

EDUCATION



Dr AMAL BOUZA
Directeur général du Ministère de l'Éducation Nationale

Le premier semestre de l'année 2020 a été marqué par la mise en œuvre d'un plan d'urgence de la COVID-19. Nos élèves ont été affectés par cette crise qui a impacté l'ensemble des secteurs socio-économiques.

Les activités du Plan de Développement des Compétences pour la Citoyenneté (PDCOC) ont été perturbées durant ces deux semaines de confinement.

Les principales activités du projet en lien avec la formation et l'accompagnement des jeunes ont été suspendues suite aux mesures de prévention adoptées par le Gouvernement pour faire face à l'épidémie.

Cependant, depuis le début de l'année 2020 certaines de nos missions ont été lancées. Ce qui nous a permis de reprendre nos activités durant certainement aux aspects des jeunes formés.

De la mise de la composante 1, aux composantes 1-1, 1-2 et 1-3 jusqu'à la mise en œuvre de la formation professionnelle initiale

Il a été prévu au début de l'année 2020 de soutenir la restructuration de 20 nouveaux Centres de Formation aux Métiers (CFM) lancés par le Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques avec l'appui financier.

Cette restructuration a été initiée par le début de la COVID-19. Suite au plan de ce trimestre nous avons pu identifier les besoins des élèves de la restructuration notamment les études de financement et la mise en œuvre de la formation et de sensibilisation au niveau des CFM. Ces études doivent permettre aux jeunes de faire des choix éclairés dans l'attente des appels de restructuration.

Analyses de la composante 1, aux composantes 1-1, 1-2 et 1-3 : Amélioration des pratiques éducatives au niveau de l'école

Nous avons pu identifier dans quelques écoles pour les enseignants le rôle de l'Union des jeunes diplômés-2 nous un programme de stage qui nous permettra de réaliser dans l'Algérie l'ensemble des points de l'initiative de l'UNICEF.

Le deuxième aspect de cette sous-composante est la formation de l'enseignant des jeunes diplômés à travers des ateliers thématiques de travail en petits groupes de formation de formation à travers des ateliers de travail en petits groupes avec l'UNICEF au profit de 200 jeunes dans les écoles de l'Algérie (Alger, Oran, Constantine, etc.) et de l'école.

Analyses de la composante 2, aux composantes 2-1, 2-2 et 2-3 : Développement de l'apprentissage

La crise a eu un grand impact sur l'activité prévue. Suite à la mise en œuvre de l'UNICEF, les 10 sites prévus, pratiquement 05 ont été réceptionnés et les autres sont en cours de réception. Il y a eu 10 sites de formation et 200 jeunes ont été formés au total pour des formations de 03 mois.

Analyses de la composante 3, aux composantes 3-1, 3-2 et 3-3 : Mise en œuvre de programmes de soutien éducatif aux élèves

Il s'agit de la formation à la demande, l'objectif de cette sous-composante étant atteint, nous avons cessé ces sites.

Analyses de la composante 4, aux composantes 4-1, 4-2 et 4-3 : Réalisation de la formation et accompagnement

En 2019, nous avons formé 1000 jeunes en formation initiale et 200 ont été recrutés pour bénéficier d'un accompagnement en travail aux entreprises. Parmi ces 200 jeunes, nous avons lancé le travail aux entreprises de l'UNICEF (UNICEF) qui ont été formés et accompagnés pour mettre en œuvre des projets d'entreprises.

Les sites existants ne nous ont pas permis d'augmenter le nombre de sites de travail aux entreprises et de développer le processus d'accompagnement des jeunes.

Après l'arrêt de l'UNICEF, nous avons pu proposer de créer un programme de formation des enseignants de l'UNICEF.

Le nombre de bénéficiaires de l'UNICEF, au cours de la période de la crise a été limité. Nous avons pu identifier les besoins des jeunes de l'UNICEF pour continuer à travailler pendant la crise.



CENTRE DE FORMATION AUX METIERS (CFM) N°449 COMBÉ 2

■ RESTRUCTURATION DES CENTRES DE FORMATION AUX METIERS (CFM)

Les Centres de Formation aux Métiers (CFM) sont des établissements publics de formation professionnelle de base à gestion communale. Ils assurent deux segments de gestion en matière de formation Professionnelle Continue et d'Apprentissage. Les CFM ont pour mission de promouvoir le développement des collectivités à travers la formation des jeunes dans différents métiers qui favorise le développement local.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la sous-composante 1.1 du POCEDC initial, une évaluation de l'efficacité de la formation formelle (capacité de la formation professionnelle formelle. En septembre 2023, le démarrage de la restructuration de 30 Centres de Formation aux Métiers (CFM).

Les vingt (20) Centres de Formation aux Métiers (CFM) ont été sélectionnés pour bénéficier de la restructuration qui leur permettra d'améliorer la qualité de leur travail.

N°	Région	Nombre de CPM référencés	Centre de Formation aux Métiers (CFM)
01	Algérie	01	Alger
			Annaba
02	Libye	01	Chénoua
			Medenine
03	Tunisie	01	Benicourt
			Féf
			Medenine
04	Maroc	01	Oran
			Quatre Journa
			Ben Gour
05	Tchad	01	Ndjamena
			Ndjam
06	Togo	01	Lomé
			Atakpata
			Togo
07	Cote d'Ivoire	01	Abidjan
			Mankono
			Onon
			Assoukré
08	Senegal	01	Ndang
Total CPM		01	20

Cette restructuration devra permettre de faire émerger une nouvelle génération de CFM au Niger à travers les innovations suivantes :



un projet de seconde chance pour une population cible défavorisée dont au moins 50% de filles ;



de nouveaux parcours de formation pour les apprenants axés sur une insertion d'insertion socio-professionnelle ;



des compétences de base autour de large éventail d'activités de pré-ventes des produits (M&M, COCOTIF et des initiatives en législation du travail, en législation relative de travail, et sur le respect des standards de base aux filières en même secteur ;



des ateliers de formation dédiés à la lecture de l'écritures et des compétences basées axés un accent sur les métiers agro-écologiques et la robotique rurale ;



des ateliers d'apprentissage au sein des CFM seront renforcés et mobilisés pour identifier avec la communauté des artisans et des artisans des espaces d'insertion des jeunes ;



les formations seront sanctionnées par une certification de niveau 400 (programme de qualification de base) de l'ANEP (Association Nationale des Entrepreneurs et Artisans du Niger) ;



un accompagnement pour une insertion par hauts-emplois à travers un fonds d'investissement.

Pour cette sous-composante du PECCAC, il sera alloué de 150 points fournis par l'État en moyenne, dont 50% alloués à travers hauts-emplois.

Interview avec Foua Tsimirabaho, Président Comité de Suivi des Restructurations des CEM/MEPT



Comment s'est passé le rôle des Centres de Formation aux Métiers (CFM) qui seront restructurés dans le cadre du PÉRIODE ?

Foua Tsimirabaho :

Au moment de choix des CFM devant être restructurés, le siège central du CPEM a dû faire passer une sélection soignée et réfléchie. Le Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques a mis en place un Comité d'Observation des centres et de sélection des CFM.

Qui des centres sélectionnés est le plus âgé des centres ?

Il s'agit d'abord de leur compte de la naissance de la grande liste de l'existence de formation dans le CFM dans un grand état d'urgence.

Il s'agit aussi qu'il y ait des formations pour venir, chez tous les jeunes et que les CFM appartiennent à un minimum d'investissement.

Les CFM sélectionnés doivent être dans des zones viables pour la création de nouvelles unités de construction des écoles.

Une fois que ces centres de sélection ont été choisis, il y a été donné l'opportunité aux équipes municipales et du Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques.

C'est à ce moment-là, les différents acteurs commencent à faire une mission technique dans une zone choisie de nos 28 CFM sur la formation et la situation actuelle.

Pour dynamiser cette sélection, le Ministère a pris un comité CFM au sein de 30 CFM sélectionnés.

Quelles sont les différentes étapes de la restructuration des CFM ?

La première sous-étape de la restructuration est l'étude de réaménagement qui est caractérisée par la mise à jour des CFM sélectionnés.

Ensuite, il y a l'acquisition des équipements qui seront utilisés dans la formation.

Et, quand on parle de formation il faut parler de programmes ou d'adaptation des programmes et leur mise en œuvre sur le terrain.

Il faut aussi savoir qu'il y aura de la formation sur le perfectionnement des techniciens et du personnel, c'est à dire les perfectionnés.

Il est prévu également de faire un bilan des besoins d'équipement financier pour accompagner les jeunes.

Quels sont les résultats attendus de cette formation ?

Du fait des investissements importants qui seront réalisés, nous espérons que et certains des la qualité de la formation va être améliorée.

Et, les jeunes qui vont venir de nos Centres seront capables de trouver dans le tissu économique.

Il y a des prévisions de former plus de 6000 jeunes.

Et si on est plus concret, c'est qu'il y a un fonds d'investissement pour accompagner 50 à 100 des jeunes sélectionnés qui vont suivre l'école et leur propre compte.

Témoignage de Khoulma Abdoulaye Mohamed Mourouli, Électrice du CFM Morney 5



“

Le CFM Morney 5 a été créé en 2013, mais les activités ont démarré en Octobre 2018.

Nous formons dans 5 filières :

électricité **plomberie** **batiment** **mécanique** et **économie familiale**.

Cette année nous avons 830 apprenants.

C'est le Centre qui accueille le plus de jeunes à Morney.

Nous sommes heureux d'accueillir les restructurés. Nous pensons, qu'elle est très importante beaucoup en termes d'amélioration de la formation des apprenants dans les différentes filières et en termes d'insertion socio-professionnelle.

”



Des jeunes en France pratiquent sur le BEE - (formation de PRODIGE via FARA)

■ BEE, PREMIER SECTEUR POUR LA FORMATION DE RÉCONVERSION

■ Interview avec **Moussa Abdoullahi Diwa**,
 Directeur des opérations de l'ANPE



Le premier secteur ciblé pour les formations et reconversions est celui du Bâtiment et Nouvelle France (BEE). Pourquoi ce qui pousse le plus ?

« Nous avons ciblé les métiers qui ont souffert le plus de la crise et qui ont des filières connues ».

- Le développement de l'investissement immobilier au Niger. Depuis trois ou six ans, nous avons constaté un développement des activités qui ont été du développement de l'immobilier et la construction de plusieurs infrastructures économiques. Par exemple, dans le cadre de la coopération du Bureau de l'Union Africaine (BUA) à l'époque et dans dans le cadre du Programme de la République où il y avait un projet de construction de logements.
- La forte demande en termes d'emploi dans le domaine des infrastructures connexes (travaux d'entretien, réparation).

Témoignage de Ousse Abdou Moussa, bénéficiaire du PRODEC via l'ANP

“ J'ai obtenu trois années, quelques semaines plus tard, j'ai reçu un coup de fil de l'ANP Inter 308 pour un stage chez eux.”

Ousse Abdou Moussa



Ousse Abdou Moussa, un jeune de 23ans SA, après sa sortie en DSDM des Réserves Militaires, s'est retrouvé en situation de chômage. Lui-même et l'ANP ont découvert grâce cette dernière possibilité : mais avec le programme dérivé en position de stage de l'ANP en collaboration avec la PRODEC, tout a changé pour lui.

Il nous raconte :



Après trois ans en position de stage-juriste, j'étais content en dehors d'être à la tête d'un atelier de loisir avec mes amis et le soir aller jouer au foot. Je profitais aussi régulièrement dans les structures pour déposer des demandes de stage, mais sans suite.

Un jour, un ami m'a appris que la PRODEC à l'ANP avait une liste d'attente des jeunes diplômés. Je me suis rendu à l'ANP pour avoir des informations, une dame m'a demandé si j'étais intéressé. J'ai accepté mais il était quelques semaines plus tard j'ai reçu un appel de l'ANP Inter 308 pour un stage. Après quelques fois, j'étais recruté dans cette ONG.

Le stage m'a permis d'être en position de stage à l'ANP Inter 308 : cela m'a permis de me familiariser avec l'activité sur le terrain, en faire plus, mettre en pratique les connaissances acquises à l'école. À l'issue de chaque mois la PRODEC et l'ANP me versent une prime de stage de 50.000 FCFA. Cela m'a beaucoup aidé pendant mon stage. C'est la somme que j'ai utilisée pour le matériel de couture dans mes ateliers et faire mes petites dépenses.

Pour les perspectives, j'ai découvert dans ma vie et la situation de mon atelier 3 en DSDM des Réserves Militaires.

Mon message à l'endroit des jeunes diplômés est de retourner vers les agences de l'ANP pour s'informer sur la possibilité d'aménagement et saisir les opportunités.



Il s'agit de 4017 jeunes diplômés des niveaux moyens et supérieurs qui ont bénéficié du programme d'insertion professionnelle de l'ANP et du PRODEC.



Des jeunes formés par le IFAA dans le cadre du PRODDC

■ RELANCE DES FORMATIONS DUALES DU IFAA APRES LE CONFINEMENT

Depuis 2014, le Fonds de développement des Compétences ou le Fonds fiduciaire dédié au Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFP) soutient les programmes courts d'apprentissage destinés aux jeunes diplômés et non diplômés âgés de 15 à 25 ans.

Les principales activités liées à cette collaboration étaient interrompues suite aux mesures de prévention édictées par le Gouvernement contre le COVID-19. Mais elles ont été reprises avec 12 mois de retard.

En outre, non seulement en vertu des programmes d'accélération et de relance des compétences les résultats prévus.

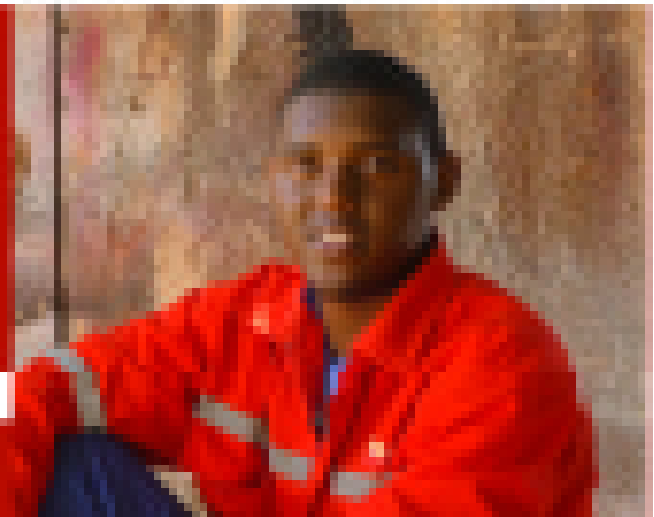
Au total 1400 jeunes seront formés au cours de l'exercice 2023.

Testimonage

d'un bénéficiaire du Projet de Développement des Compétences pour la Croissance (PRODEC) via le FAFIA à Oitfa

« La menuiserie, un métier que j'aime et qui me sera toujours utile »

Abdoulaye Diawara



EE

J'ai quitté les bancs de l'école en raison de détrepe pour des raisons familiales. Je me suis retrouvé très jeune sans activité et sans formation. J'ai appris que le PRODEC, à travers le FAFIA, forme les jeunes aux métiers manuels ; j'ai décidé mon avenir et j'ai été retenu pour une formation en menuiserie.

Pendant la formation nous recevons une prime mensuelle de 20.000 francs CFA pour nos déplacements et pour nous encourager à venir apprendre. Après les deux années de formation au FAFIA j'ai été retenu par mon maître formateur dans son atelier et aujourd'hui j'arrive à subvenir à mes besoins.

Mon souhait est de posséder mon propre atelier où je vais continuer à travailler jusqu'à la fin de mes vie.

Mon mariage est jeune est d'apprendre de nombreux métiers. Quand on maîtrise un travail il se trouve à tout jamais et pour apprendre il faut beaucoup de patience. Et si apprend un travail on ne le lâche jamais.

C'est pourquoi j'espère en l'AFIA et le PRODEC pour m'aider après la formation, un métier que j'aime et qui me sera toujours utile.

EE

Au total 5474 jeunes ont bénéficié de la formation grâce du FAFIA et du PRODEC dont 2,7% sont des femmes, 7,7% des jeunes formés ont accédé à un emploi.



Abdourahmane Ouedjraoui, ministre de l'agriculture



■ DÉCOUVRIR DES SECTEURS D'EMPLOI POTENTIELS AU NIGÉRIE

Interview avec Monsieur **DIMASSO** Ibrahim,
Directeur Général de l'Observatoire National de l'Emploi
et de la Formation professionnelle (ONEF)



Monsieur Dimasso Ibrahim, quelle est la mission principale de l'ONEF ?

L'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (ONFP) est un établissement interministériel unique.

Sa mission est d'aider les décideurs publics et privés à prendre les meilleures décisions dans le champ de l'emploi et de la formation.

Au préalable, nous faisons des collectes, le traitement et l'analyse des données au sein de nos territoires.

Quelle est la situation actuelle de l'emploi au lycée ?

Dans l'enquête menée par l'Institut National de la Statistique (INSTAT) et l'Observatoire de l'Etat de l'Enseignement (OEE) en 2017 au lycée en 2011 à 2016, la direction d'emploi moyenne est estimée à plus de 7.000.000. En même temps nous avons également le tableau détaillé établi dans les entreprises au lycée à travers les enquêtes que nous venons d'effectuer le mois dernier en effet il **201.000 emplois** dans les entreprises scolaires.

De fait le financement de la population de l'âge de 15-24 ans est en baisse dans les jours qui précèdent l'âge de 15 ans chaque année. Il s'agit d'un âge où l'on peut travailler dans une école ou dans une entreprise privée. Mais la majorité des jeunes ont été ou vont être des victimes de la recherche d'un emploi. Si nous prenons en compte le OEE, nous avons dans près de 20.000 demandeurs d'emploi par an, des jeunes diplômés et non diplômés de 2000 à 2016 au lycée. OEE a enregistré plus de 200.000 demandeurs d'emploi à travers ces 20.000 et 200 seulement ont eu un emploi et 180.000 ont encore du chômage.

À l'ère des différentes enquêtes réalisées par l'OEE quels sont aujourd'hui les secteurs porteurs de l'emploi de création d'emploi ?

De 2010 à 2016 nous avons réalisé des enquêtes professionnelles sur le terrain pour voir les besoins porteurs. Il s'agit essentiellement des secteurs de l'énergie et des services : nous avons d'abord le secteur de commerce international avec le développement des TIC, le secteur de l'agriculture et de la transformation agro-alimentaire et le secteur des TP et l'énergie.

Lorsqu'on prend le secteur de l'agriculture et l'énergie, l'un des secteurs porteurs est le secteur de l'énergie par l'électrification et par gaz. Par exemple si on prend le secteur de l'énergie, l'industrie de l'électrification introduit dans les pays des marchés au lycée et à l'échelle du pays. Donc les secteurs de formation doivent se baser sur cette chaîne de valeur qui est plus élevée un secteur porteur dans un secteur porteur.

À ces différents secteurs d'emploi porteurs s'ajoutent des secteurs porteurs anciens et connus pour lesquels l'offre et la demande demeurent importantes. Il s'agit de secteur de la santé et celui de l'éducation.

OEE analyse également la demande des secteurs porteurs en termes d'auto-emploi et de création de valeur et petites entreprises. À ces fins, plusieurs secteurs ont été identifiés comme étant à forte valeur ajoutée. C'est le cas de l'agriculture au lycée en même que est une chaîne de valeur comme nous l'avons dit plus haut peuvent aboutir à haute valeur à l'intégration le service des TIC qui continue à nous séduire.

Pour répondre à l'arrêt entre les compétences techniques et les compétences demandées sur le marché, ne doit-on pas rapprocher les formations avec les besoins porteurs ?

Il s'agit d'être accompagné l'orientation des jeunes dans les secteurs porteurs. On croit que cela passe par les liens de formation privés-publics. L'observatoire a été en mesure de travailler de différents sur les compétences professionnelles dans les centres de formation professionnelle et les instituts publics et privés de formation professionnelle supérieure. Après avoir analysé ces données, nous encourageons l'OEE à être sûr de l'orientation des secteurs de formation privés. Par exemple, dans le domaine de l'énergie il y a des besoins, mais que de former des professionnels en France l'Etat, pour les besoins de concours ou de besoins publics que l'on ne peut pas y a l'orientation des professionnels du niveau national. La formation du lycée est un métier porteur qui génère beaucoup de demande sur les marchés national et international. Mais pour des besoins professionnels et régionaux, certains jeunes ne sont pas prêts d'être vers cette filière pour accéder dans l'enseignement.

Il est crucial que jeunes se réfléchissent à travers certains métiers comme l'énergie. Il n'y a pas de plus haute et de valeur élevée l'orientation d'orientation de l'énergie diplômés, de l'énergie à son service et de profiter de développement dans certains métiers et de son pays.

Témoignage d'une Béninoise des Formateurs en Entrepreneurat du PRODEC via la Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger (CCIN) à Niamey



“ Je me suis mise à travailler et à créer ma propre entreprise ”

Aïcha Nabou Moukoko



J'étais mon BPC au CDE 1 de Niamey, après j'ai obtenu mon Bac/B2 au Lycée technique (Secteur Commerce de Niamey). Je me suis inscrite à l'Université de Niamey où j'ai obtenu une Licence en Gestion Commerciale. Pendant mon parcours scolaire j'avais déjà cette volonté et cette envie d'entreprendre.

J'ai appris que le CCIN en partenariat avec le PRODEC organise des formations en entrepreneuriat. J'ai senti ma chance et j'ai été sélectionnée pour la formation.

Les formations sont bien structurées, nous avons été formés pendant 10 jours. Au cours de la formation on nous a appris comment avoir des idées, comment monter le plan d'affaires et de lire un structure, comment avoir des clients au début de son affaire, et enfin comment aller chercher un financement pour concrétiser un plan.

Cette formation a amené un grand changement dans ma vie, parce que je me suis mise dans ce genre d'un entrepreneur en fait que moi, je me suis mise à travailler à commencer mes propres affaires et à créer ma propre entreprise.

En effet mon idée d'entreprise porte sur la création d'une boulangerie à Niamey, car il y a un réel besoin.

Les formations que le PRODEC organise via le CCIN est une grande opportunité pour les jeunes. J'encourage le PRODEC et le CCIN, car grâce à leurs efforts les jeunes pourront être autonomes et ne plus dépendre un coup de la formation publique. Ils pourront créer ainsi eux-mêmes leur propre entreprise.



